

Liberté

LIBERTÉ
ART & POLITIQUE

Journal d'un hypnotisé

André Major

Volume 26, numéro 4 (154), août 1984

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/30797ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Major, A. (1984). Journal d'un hypnotisé. *Liberté*, 26(4), 131–134.

Tous droits réservés © Collectif Liberté, 1984

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

ANDRÉ MAJOR

5 MARS

J'ai l'air de quoi, moi qui dénonce la subventionnite sévissant chez nous comme au Canada anglais, alors que depuis des mois, grâce au Conseil des Arts, je ne fais qu'écrire et lire et cuisiner? Admettons que ce soit de l'ingratitude, il n'en reste pas moins que c'est un peu frustrant d'être redevable au mécénat gouvernemental plutôt qu'à la faveur publique. Mais les choses étant ce qu'elles sont — marché restreint, diffusion limitée —, l'abolition de ce système, si elle acculait nos producteurs à faire preuve d'une plus grande compétence éditoriale et commerciale, aurait pour effet immédiat de réduire considérablement la circulation des idées et des courants culturels. La sélection naturelle qui s'opérerait alors risquerait de ne laisser survivre que de rares institutions, et pas nécessairement les plus audacieuses. Ce serait une aventure d'autant plus périlleuse que le progrès technologique favorise, comme on le voit actuellement, la diffusion d'une culture de masse qui risque de parachever notre assimilation au continentalisme américain. Et, phénomène assez curieux, ce qui domine dans le discours à la mode, c'est une ouverture de plus en plus grande aux valeurs américaines sur fond de francophobie, comme si nous renoncions tout à coup à affirmer notre singularité culturelle. L'Histoire nous entraîne sans doute naturellement dans cette voie, mais à quel prix, il faut se le demander. On voit mal

comment, parlant français, nous pourrions renier notre appartenance à la culture française sans du même coup nous amputer d'une part vitale de notre personnalité. Notre attitude vis-à-vis de la France a d'ailleurs toujours été ambiguë, amoureuse un jour, presque haineuse le lendemain, selon qu'elle nous fait plaisir ou défaut. Combien d'artistes québécois, francophobes par réflexe, n'attendent que la consécration de ce Paris tant exécré?

L'américanisme dont nous nous gargarisons n'est peut-être rien d'autre qu'une tentation d'en finir avec toute résistance culturelle, un abandon en quelque sorte, une soumission à la force d'attraction américaine. Ce serait tellement plus facile de se laisser satelliser par les États-Unis, comme l'ont compris les politiciens fédéraux qui essaient de créer de toutes pièces un nationalisme canadien en reprenant sans vergogne, et mot à mot, le discours indépendantiste québécois.

6 MARS

Hier, comme le toit coulait, j'ai acheté une échelle et je suis monté voir ce qui se passait en dépit du vertige que j'éprouvais. Il suffisait pourtant de fermer les yeux et c'était simple comme bonjour. Je n'ai eu qu'à briser la glace qui empêchait l'eau de cheminer jusqu'au drain. A quarante ans passés, on savoure encore des petites victoires de ce genre: surmonter son vertige ou encore dire à sa fille qu'on a plaisir à sortir avec elle, avoué qu'on n'aurait pas osé faire à son fils.

8 MARS

Lisant *la Cérémonie des adieux*, je m'étonne des reproches qu'on a adressés à Simone de Beauvoir. Que raconte-t-elle de si inconvenant? Les problèmes de santé de Sartre, peut-être pas intéressants en soi, expliquent une fin de carrière pas aussi lamentable qu'on l'a prétendu, exception faite de l'entretien avec Benny Lévy paru dans *le Nouvel observateur*. Ce qu'on a appelé les errements politiques de Sartre —

son radicalisme gauchiste — découlait beaucoup plus d'une morale généreuse que d'un gâtisme. On en vient même à se dire qu'il vaut mieux se tromper en plaidant pour la justice qu'avoir raison avec ceux qui s'en tiennent prudemment à la force des choses. Personne n'était d'ailleurs obligé de suivre Sartre quand il paraissait s'égarer. Ce sont ceux qui se sont trompés avec lui qui le tiennent aujourd'hui responsable de leurs erreurs, la plus grande étant probablement de se donner un maître à penser.

La pensée de Sartre aurait dû leur servir de point de repère, comme n'importe quelle pensée à la recherche de sa propre cohérence, mais il est vrai que la sienne était exemplaire et qu'il était tentant de s'y conformer. C'est le caractère problématique de sa conception de la liberté qui le rendait si attachant. Mais s'il s'est imposé à la conscience contemporaine, c'est d'abord pour avoir obstinément cherché à assigner un sens à l'Histoire en tenant également compte de la liberté et de la justice. Cette double exigence, nous voilà condamnés à la maintenir sans référence à un modèle existant. D'où l'espèce de lassitude qui a gagné les esprits et créé un climat de démission généralisée.

C'est vrai pour la gauche française, ébranlée par le difficile exercice du pouvoir, comme ce l'est pour nous qui avons un peu rapidement tenu pour résolue, sinon révolue, la question nationale à partir de laquelle se définissait notre démarche collective. L'allégresse de la prise du pouvoir ayant tourné en amertume au lendemain du référendum et de l'adoption du Canada Bill, nous avons renoncé à nous interroger sur notre avenir, peut-être aussi parce que la québécoisité commençait à nous peser un peu, à nous étouffer, comme c'est fatalement le cas de toute pensée qui n'aboutit pas.

Cet échec politique, que nous avons cru irréversible et définitif, a ranimé en nous un fatalisme d'autant plus pernicieux qu'il se donne pour un réalisme. On peut toujours prendre congé de l'Histoire, on ne peut lui donner congé: elle se fait alors sans nous,

c'est tout. Mais il est certain que l'actuelle démobilisation des esprits a quelque chose de libérateur: elle nous permet de vivre sans perpétuel engagement en faveur de l'avenir collectif, elle nous autorise à créer et à penser avec le sentiment un peu honteux d'une gratuité toute neuve. Là où pareille démission fait problème, cependant, c'est qu'elle a pour conséquence d'abandonner la question nationale aux politiques et à eux seuls.

Nous avons pu nous croire enfin délivrés d'une obsession un peu débiliteuse à la longue, d'autant plus qu'elle se trouvait ravalée au niveau d'un simple enjeu politique, mais nous commençons à sentir ce que cette délivrance révèle, un refus de la douleur, un repli sur soi et sur la vie privée — privée de perspectives justement. Il reste peut-être une issue: reprendre la parole après avoir accepté qu'elle soit confisquée par le discours partisan. Pour dire quoi, je n'en ai pas la moindre idée. Je constate seulement l'urgente nécessité pour les intellectuels québécois de sortir du cercle vicieux où les enferme une confortable morale de l'échec. Sans donner dans un pragmatisme à courte vue, comme bon nombre d'observateurs qui nous proposent de passer à autre chose, il nous faudra courir le risque de penser — contre nous-mêmes s'il le faut, pour peu que penser signifie quelque chose pour nous qu'on a plutôt rompus à croire. Cet exercice suppose que nous allions jusqu'au bout d'un réexamen critique de l'idéologie décolonisatrice qui nous a servi de lunette d'approche depuis près de vingt ans. Une telle confrontation ne doit pas nous effrayer, bien qu'elle puisse être infiniment plus éprouvante que l'échec politique dont il faudra bien nous relever si le désir d'autonomie nous dit encore quelque chose. Mais bazarder le nationalisme, je n'en vois pas l'intérêt, sauf pour ceux qui ont toujours nié le bien-fondé de notre prétention à former un peuple, on comprend aisément pourquoi, car si un peuple a des droits, une minorité, elle, n'a souvent que des griefs dont la majorité peut disposer à sa guise.